



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ n° **25-2024-09-13-00008** du **13 SEP. 2024**

Pris en application du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement,  
autorisant l'exploitation d'une ligne de broyage dédiée au bois et codifiant les prescriptions  
associées à l'autorisation d'exploiter par BBCI un centre de tri des déchets d'activités  
économiques, des installations de préparation de combustibles solides de récupération (CSR)  
situées sur la commune Les Monts-Ronds

Le Préfet du Doubs  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la décision d'exécution 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 publiée le 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive « IED » 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**VU** le Code de l'environnement, et notamment le titre 1<sup>er</sup> du Livre V, son article L.181-14 ;

**VU** le Code de la justice administrative ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

**VU** le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;

**VU** le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration (rubrique 1532) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnées aux articles R. 541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

**VU** le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) intégré au SRADDET de la région Bourgogne Franche-Comté approuvé par arrêté préfectoral du 16 septembre 2020;

**VU** l'ensemble des arrêtés préfectoraux réglementant le site de la société BBCI situé sur la commune Les Monts-Ronds, et notamment l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2005, l'arrêté préfectoral n°25-2016-25-2016-04-28-006 du 28 avril 2016, l'arrêté préfectoral n°25-2017-11-20-009 du 20 novembre 2017 ;

**VU** l'arrêté préfectoral DDT n°25-2018-04-26-007 du 26 avril 2018 portant distraction du régime forestier et autorisant la commune de Villers-sous-Montrond à défricher des bois situés sur le territoire de la commune de Villers-sous-Montrond ;

**VU** l'arrêté n° 25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

**VU** le dossier de modification dans sa version n°4 de juin 2024 (incluant l'étude de dangers du site) portant à connaissance l'extension du centre de tri des déchets d'activités économiques et de préparation de CSR avec la création d'une ligne dédiée au bois B et ses stockages connexes ;

**VU** le justificatif de non-soumission au rapport de base produit par la société Sciences Environnement joint au dossier de modification susvisé ;

**VU** l'avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Doubs en date du 7 juin 2024 ;

**VU** l'avis du conseil régional de la région Bourgogne Franche-Comté du 29 août 2024 ;

**VU** le rapport du 06 septembre 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral codificatif transmis le 12 juillet 2024 à l'exploitant ;

**VU** les observations de l'exploitant au projet d'arrêté préfectoral transmis le 21 août 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de porter à connaissance susvisé, présenté par la société BBCI sollicite la mise à jour du tableau des rubriques ICPE au regard des évolutions réglementaires de la nomenclature et des activités du site et la modification des installations avec l'exploitation d'une ligne de préparation/broyage dédié au bois avec ses stockages connexes ;

**CONSIDÉRANT** que les installations exploitées sont soumises à autorisation environnementale au titre des rubriques n°2791-1 et n°3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que l'aménagement et l'exploitation de la seconde ligne de préparation de CSR/bois n'est pas source d'émissions à l'atmosphère notable en présence d'un abattement des poussières par un filtre à manches, ne conduira pas à des rejets d'eaux industrielles, que les stockages ainsi que la ligne seront couverts, aucun effet thermique létal sur l'extension ne sort du site, que le trafic supplémentaire induit représente moins de 8% du trafic poids lourds sur la RD102 et 3 % du trafic sur la RD67 supportée par la desserte ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, notamment au regard de la prévention de la pollution atmosphérique, de la surveillance de l'impact sur l'environnement des installations, ainsi que de la prévention des risques technologiques, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures compensatoires relatives aux rejets des eaux pluviales (via l'implantation d'un bassin de décantation/d'orage) permettent de compenser les surfaces imperméabilisées du fait de la construction du bâtiment et de l'aménagement des voiries ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des éléments d'appréciation du dossier de modifications susvisé (seconde ligne dédiée au bois B et stockages connexes), il apparaît que le projet ne constitue pas une modification substantielle des installations du site au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions d'exploitation de l'établissement BBCI centre de tri sur la commune les Monts-Ronds sont disséminées dans plusieurs arrêtés préfectoraux et qu'il convient de rendre plus disponibles et de clarifier les obligations de l'exploitant en les regroupant au sein d'un acte unique ;

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;



## ARRÊTE

### TITRE I<sup>er</sup> - Portée de l'autorisation et conditions générales

#### Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

##### Article 1.1.1 - Autorisation

La société SAS BBCI (SIRET n°42435053600019), dont le siège social est situé 14 rue de l'industrie 25620 SAÔNE, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son centre de tri et de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) situé sur la commune Les Monts-Ronds (25660). Le présent arrêté concerne l'ensemble des activités du site, comprenant une ligne de tri/traitement des déchets d'activités économiques avec préparation de CSR et une ligne de broyage de bois ainsi que les stockages amont et aval.

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de toutes les prescriptions techniques des actes antérieurs concernant cet établissement.

Les conditions d'exploitation sont définies par les articles suivants.

##### Article 1.1.2 - Localisation des installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles (section, n°)
Les Monts-Ronds	Existant : section A n°28, 35, 65 pour partie Extension 2024 : section A n°46 pour partie, 59 pour partie, 61 pour partie, 63, 67 et 68 pour partie

Les installations mentionnées à l'article 1.1.3 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### Article 1.1.3 - Liste des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visées à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Nature de l'installation et niveau d'activité
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et	<u>Préparation CSR</u>

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Nature de l'installation et niveau d'activité
		d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE: - [...]; - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - [...]	par broyage destiné à l'incinération ou à la co-incinération Capacité maximale = DAE : 800 t/j Bois B : 400 t/j <b>Total : 1200 t/j</b>  <u>Stockage CSR :</u> Bâtiment CSR : 4 cellules aval de 1300 m <sup>3</sup> unitaire soit 5200 m <sup>3</sup> de CSR Bâtiment en extension : 1 cellule aval de 1300 m <sup>3</sup> unitaire de CSR Total aval = 6500 m <sup>3</sup>
<b>2791-1</b>	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	<u>Préparation CSR</u> par broyage destinés à l'incinération ou à la co-incinération Capacité maximale = DAE : 800 t/j Bois B : 400 t/j <b>Total : 1200 t/j</b>
<b>2718-1</b>	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou	Armoire contenant une quantité maximale de 7 tonnes de produits dangereux issus du tri des déchets d'activités économiques

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Nature de l'installation et niveau d'activité
		mélanges	
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage amont en vrac : - déchets d'activités économiques = 6480 m <sup>3</sup>
2515-1a	E	1. Installations de broyage, concassage, criblage, [...] mélange de pierres, cailloux, minéraux et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Valorisation des fraisats routiers par broyage – criblage – puissance installée des équipements 400 kW
1532-2b	D	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	- stockage de bois B en vrac 2772 m <sup>3</sup> - stockage intermédiaire 2098 m <sup>3</sup> - trémie de chargement bois : 200 m <sup>3</sup> - 3 cellules de 1300 m <sup>3</sup> unitaire dédiées au bois B broyé <u>Total : 8970 m<sup>3</sup></u>

Régime : (A) : autorisation ; (E) : enregistrement, D : déclaration, DC : déclaration avec contrôle

Les installations relèvent également des rubriques de la nomenclature de la Loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique (activité)	Surface interceptée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Assiette foncière 72000 m <sup>2</sup> (7,2 ha)	D

#### Article 1.1.4 - Réglementation IED

La rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du Code de l'environnement est la rubrique 3532. Le BREF applicable, relatif à la rubrique principale, est : WT traitement des déchets.

#### Article 1.1.5 - Durée et validité de l'autorisation

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74, l'autorisation est délivrée sans limite de durée.

#### Article 1.1.6 - Agrément des installations : Sans objet

#### Article 1.1.7 - Consistance des installations

L'établissement, objet de la présente autorisation, a pour activité principale le regroupement, le tri et le traitement pour valorisation énergétique des déchets.

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante en référence au plan annexé au présent arrêté :

Zone	Îlot	Déchets	Conditionnement et volume maximal
Bâtiment non-clos de stockage, tri des déchets entrants			
1	A	BTP et économiques	3 îlots unitaires de 12x30x6m soit 360 m <sup>2</sup> au sol séparés par une allée de largeur 5 m.  Capacité totale de 6400 m <sup>3</sup>
1	B	BTP et économiques	
1	C	BTP et économiques	
Ligne de tri et de production de CSR comprenant un broyeur primaire d'une capacité de 35 à 40 t/h, un trommel (tri rotatif), un déferraillage (overband à aimant et séparateur courant de Foucault), un tri aéraulique, un tri optique, un broyage secondaire (deux broyeurs affineurs de 50 t/h cumulée), des cribles			
2	A	BTP et économiques	
Stockage et ligne de traitement du bois B avec un broyeur d'une capacité de 35 à 40 t/h et un broyeur secondaire de 20 à 25 t/h (extension)			
3	A	Bois B	Aire en amont de la ligne pour une quantité max. de 2772 m <sup>3</sup> de bois
3	B	Bois B	Stockage intermédiaire bois prébroyé pour une quantité de 2098 m <sup>3</sup> max.
3	C	Bois B	Trémie 200 m <sup>3</sup>
Bâtiments de stockage de CSR et bois en cellule/box			
4	A	CSR	4 cellules ouvertes d'une capacité unitaire de 1300 m <sup>3</sup> dédiées au CSR
5	A	CSR et bois (extension)	4 cellules ouvertes d'une capacité unitaire



			de 1300 m <sup>3</sup> dédiées pour une au CSR et les 3 autres au bois B broyé
Armoire déchets dangereux			
6	A	Produits dangereux	Maximum de 7 tonnes

#### Article 1.1.7 – Horaires de fonctionnement

Les installations sont exploitées du lundi au vendredi inclus hors jours fériés selon des plages horaires suivantes :

- activité de broyage (CSR et bois) 6h00 à 22h00 en 2 postes ;
- autres activités : 6h00 à 18h00

#### Article 1.1.8 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les porter à connaissance ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **Chapitre 1.2 - Conditions d'autorisation**

### **Article 1.2.1 – Conformité au dossier**

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des meilleurs techniques disponibles (MTD) et des conclusions du BREF applicable.

### **Article 1.2.2 – Prescriptions applicables aux installations**

Sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels susvisés pris au titre de l'article L. 512-5 du Code de l'environnement concernant certaines installations soumises à autorisation, le présent arrêté définit les prescriptions d'exploitation des installations classées présentes sur le site. Ces prescriptions s'appliquent également aux autres installations ou équipements non classés exploités dans l'établissement qui sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation, à enregistrement et à déclaration sont applicables dans le respect des règles d'antériorité dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes ci-dessous :

- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- arrêté ministériel du 19 décembre 2008 susvisé ;
- arrêté ministériel du 23 mai 2016 susvisé ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;
- arrêté ministériel du 24 décembre 2023 susvisé.

### **Article 1.2.3 - Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code forestier, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, le code de santé publique, le code du patrimoine, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Chapitre 1.3 – Accident/incident**

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

### **Chapitre 1.4 - Réexamen périodique (IED)**

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du Code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du Code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.1.3 du présent arrêté.

### **Chapitre 1.5 - Cessation d'activité**

Article 1.5.1 - Définition de l'usage futur :

Pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est industriel.

Article 1.5.2 - Mise en sécurité et remise en état

L'exploitant se conforme aux articles R. 512-39-1 et suivants, L. 512-6-1 du Code de l'environnement.

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En outre, les dispositions spécifiques du Code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

## **TITRE II - Prévention de la pollution atmosphérique**

### **Chapitre 2.1 - Limitation des rejets**

Article 2.1.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses (barrière végétale, filets, brises vents, système d'aspersion, bâchage...) provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport des déchets dans l'installation.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentes par les produits et poussières.

Quotidiennement, le personnel du site s'assure qu'il n'y a pas d'envols de déchets, et réalise le ramassage le cas échéant.

Les camions présentant un transport de déchets susceptibles d'envols sont systématiquement bâchés.

L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### Article 2.1.2 – Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'odeurs, de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

### **Chapitre 2.2 - Conditions de rejet**

#### Article 2.2.1 – Dispositions générales

Les installations de traitement sont régulièrement et correctement entretenues. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses dans le bâtiment.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurées avec asservissement à une alarme.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations raccordées.

L'arrêt de toute la chaîne de préparation de CSR et de la chaîne de traitement du bois est asservie au bon fonctionnement du système d'aspiration et d'abattement des poussières.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

#### Article 2.2.2 – Conduits et installations raccordées

Les emplacements des divers conduits sont repérés sur un plan tenu à jour de l'établissement.

N° conduit	Installation raccordée	Capacité	Nature du rejet	Autres caractéristiques
1	Ligne CSR : système d'aspiration et de traitement	800 t/j max	Poussières, gaz	Cyclone puis filtre à manches
2	Ligne bois : système d'aspiration et de traitement	400 t/j max	Poussières gaz	Cyclone puis filtre à manches

#### Article 2.2.3 – Conditions de rejets

N° conduit	Hauteur (m)	Débit nominal (Nm <sup>3</sup> /h) (1)	Vitesse mini. d'éjection (m/s)
1	22	51240 Nm <sup>3</sup> /h (1)	Au moins égale à 8 m/s
2	21	51240 Nm <sup>3</sup> /h (1)	Au moins égale à 8 m/s

(1) aux conditions de référence de température et de pression définies au chapitre 2.2

#### Article 2.2.4 – Valeurs limites de rejets

Les conditions normalisées suivantes s'appliquent : gaz secs à une température de 273,15 kelvins et à une pression de 101,3 kilopascals, sans correction de la teneur en oxygène.

Dans ces conditions, les valeurs limites d'émission à ne pas dépasser en sortie de la cheminée de chaque broyeur sont les suivantes, suivant les paramètres suivants :

- Poussières, y compris particules fines : 5 mg/Nm<sup>3</sup>.
- COVT : 30 mg/Nm<sup>3</sup>.

### Chapitre 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

#### Article 2.3.1 – Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé.

La fréquence de surveillance des rejets est au moins semestrielle.

La surveillance des rejets atmosphériques se fait de façon à permettre de justifier le respect des prescriptions de l'article 2.2.4 dans des conditions de production nominale.



L'exploitant réalise sur deux campagnes la mesure et analyse des COVT. Si à partir de ces campagnes, il est conclu à l'absence de rejet de COVT, cette surveillance est arrêtée en accord avec l'inspection des installations classées.

Le débit des rejets à l'atmosphère est mesurée en continu sur chaque émissaire recensée à l'article 2.2.2. Ces enregistrements sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant 3 ans.

### **TITRE III - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

#### **Chapitre 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau**

##### **Article 3.1.1 - Origine des approvisionnements en eau**

Les eaux sont prélevées depuis le réseau public d'adduction d'eau pour des usages sanitaires uniquement.

##### **Article 3.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable**

Un ou plusieurs dispositifs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des aspirations de ces eaux dans les réseaux d'eau potable ou dans les milieux de prélèvement.

#### **Chapitre 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

##### **Article 3.2.1 - Captation et canalisation**

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des réseaux de collecte des effluents sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'exploitant distingue les différentes catégories de rejets suivantes :

- 1) les eaux pluviales de toiture susceptibles ou non d'être polluées ;
- 2) les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées ;
- 3) les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) confinées au sein d'un bassin de rétention d'une capacité utile minimum de 725 m<sup>3</sup> disponible en permanence.

4) les eaux domestiques/sanitaires.

**- Eaux pluviales :**

Les eaux pluviales de voirie de l'établissement sont collectées dans un réseau spécifique puis traitées par un décanteur - séparateur à hydrocarbures puis envoyées vers un bassin d'orage (n°3 et n°4 pour la partie Est et n°1 pour la partie Ouest du centre de tri).

Les eaux pluviales de toiture de l'établissement sont collectées dans un réseau spécifique puis envoyées directement vers un bassin d'orage (n°3).

Le bassin n°1 constitue le collecteur final. En cas de niveau haut, les eaux sont rejetées au milieu naturel par un puits d'infiltration.

Le(s) dispositifs décanteur – séparateur d'hydrocarbures est (sont) muni(s) d'un dispositif d'obturation automatique. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une consigne est rédigée pour l'entretien du(es) bassin(s). Les bassins font l'objet d'un entretien intégrant un curage périodique afin de garantir sa capacité utile et sa capacité de confinement des eaux d'extinction en tout temps.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

**Article 3.2.2 - Points de rejet**

Les réseaux de collecte des eaux pluviales aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X = 933600,5 Y = 6678274,4 Amont du bassin et aval du décanteur-séparateur d'hydrocarbures du site	Eaux pluviales voiries et toitures	Milieu naturel	Nappe	-
Pt N°2	X = 933476,4 Y = 6678450,9	Eaux domestiques	Milieu naturel	STEP interne	-

Le débit naturel décennal avant projet, servant à dimensionner les bassins est de 0,113 m<sup>3</sup>/s.

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans cet article, direct ou indirect, vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

#### Article 3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les eaux résiduaires autres que celles identifiées à l'article 3.2.1 sont collectées séparément et doivent être éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

### Chapitre 3.3 - Caractéristiques des rejets

#### Article 3.3.1 – Dispositions générales

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.3.2 - Concentration et flux au point de rejet n°1 (eaux pluviales de voirie)

Sans préjudice des valeurs limites définies dans les arrêtés ministériels applicables aux secteurs d'activités, les teneurs maximales en polluants des eaux pluviales sont les suivantes :

Code SANDRE	Paramètre	Valeur limite de rejet – VLE- (mg/l)
1302	pH	5,5-8,5
1301	Température	< 30°C
1305	MES	35
1314	DCO	80
1313	DBO5	25
7007	Indice hydrocarbure	5

### Chapitre 3.4 - Surveillance

#### Article 3.4.1 – Contrôle des rejets

L'exploitant fait réaliser avant rejet au milieu naturel au minimum annuellement par un laboratoire agréé des mesures des paramètres visés au tableau de l'article 3.3.2 du présent arrêté.

En cas de dépassement des valeurs limites (article 3.3.2), l'exploitant réalise une nouvelle campagne de mesure dans le trimestre qui suit et ce jusqu'au retour à la normale des valeurs limites non respectées.

#### Article 3.4.2 – Surveillance du sol

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre (surfaces imperméabilisées, rétentions...) afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, surfaces imperméabilisées...).

### **TITRE IV – Déchets**

#### **Chapitre 4.1 - Principe de gestion**

Les dispositions du présent chapitre sont complétées pour les déchets admis sur le centre par les articles du chapitre 7.3 du présent arrêté.

##### Article 4.1.1 - Production et gestion des déchets, principes généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

L'exploitant ne peut éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes au sens de l'article L. 541-2-1 du Code de l'environnement.

##### Article 4.1.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.



#### Article 4.1.3 - Déchets pris en charge à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant remet les déchets à des personnes autorisées à les prendre en charge. Les installations destinataires des déchets, y compris en transit, doivent être régulièrement autorisées (agréées le cas échéant) à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier à tout moment.

#### Article 4.1.4 - Déchets pris en charge à l'intérieur de l'établissement

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) et d'accident (notamment par stockage séparé des produits incompatibles entre eux) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les déchets liquides sont stockés sur des capacités de rétention telles que définies au présent arrêté.

#### Article 4.1.5 - Traçabilité, exportation

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

L'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Le registre des déchets, les bordereaux de suivi des déchets dangereux et la liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, les documents d'accompagnement relatifs à l'exportation ou l'importation de déchets sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 4.1.6 – Registre des déchets dangereux

Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;

- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins 5 ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

#### Article 4.1.7 - Déclaration des émissions et de transferts de polluants et des déchets

L'exploitant déclare chaque année, au ministère en charge des installations classées, les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

## **TITRE V - Prévention des nuisances sonores et des vibrations**

### **Chapitre 5.1 - Dispositions générales**

#### Article 5.1.1 - Références réglementaires

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les régies techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### Article 5.1.2 - Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

### Article 5.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## Chapitre 5.2 - Limitation des niveaux acoustiques

### 5.2.1 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

### 5.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<b>Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que les dimanches et jours fériés)</b>
Point de mesure	70 dB(A)	60 dB(A)

### Article 5.2.3 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### Article 5.2.4 – Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet

1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **TITRE VI - Prévention des risques technologiques**

### **Chapitre 6.1 - Dispositif de prévention des accidents**

#### **Article 6.1.1 – Localisation des risques**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion ou de risque toxique de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **Article 6.1.2 - Étude de dangers**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 6.1.3 - Vérifications périodiques et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie (alarmes, détecteurs, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, extincteurs, RIA, poteaux, etc.) et l'explosion (gardes hydrauliques des digesteurs, dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux, détecteurs gaz, etc.) mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. De plus, l'exploitant met en place un programme de maintenance et d'étalonnage des moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique définie sous sa responsabilité. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est au minimum annuelle.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection de l'environnement (installations classées) le registre et résultats du programme de maintenance et d'étalonnage précités.

#### Article 6.1.4 - Atmosphères explosibles ou toxiques

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés et dépoussiérés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et a une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

Dans les parties de l'installation recensées en application de l'article 6.1.1 du présent arrêté comme pouvant être à l'origine d'une explosion :

- les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R.557-1-1 à R.557-7-9 du Code de l'environnement concernant les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables si nécessaire.

#### Article 6.1.5 – Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Un interrupteur général, dans chaque bâtiment placé de façon parfaitement visible dans le hall d'entrée et facilement accessible en cas d'incendie, permet de couper l'alimentation électrique.

#### Article 6.1.6 - Systèmes de détection et extinction automatiques

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection de fumée ou équivalent. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 6.1.1. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance.



L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

#### Article 6.1.7 – Protection contre la foudre

L'exploitant respecte les dispositions de l'article III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

### Chapitre 6.2 - Dispositions constructives et équipements

#### Article 6.2.1 – Principes directeurs

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute propagation éventuelle d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

L'exploitant met en place chaque fois que nécessaire des murs de degré coupe-feu adapté. De plus, il adapte le degré coupe feu des ouvertures afin de garantir l'efficacité de la protection du mur.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement (installations classées).

#### Article 6.2.2 – Comportement au feu

Les zones de stockage et les ateliers sont disposés conformément au plan en annexe I.

Les caractéristiques des bâtiments sont les suivants :

<b>Bâtiment réception stockage déchets BTP, DAE et centre de tri</b>	
Surface du bâtiment	4000 m <sup>2</sup>
Caractéristiques du bâtiment	Auvent, charpentes métalliques
Conditions de stockage	3 x îlots BTP/DAE 30x12m séparés par une allée de 5 mètres  Hauteur maximale de stockage 6 mètres

<b>Bâtiment de stockage du combustible CSR</b>	
<b>Bâtiment de stockage du combustible CSR et du bois</b>	
Surface du bâtiment	780 m <sup>2</sup>
Caractéristiques du bâtiment	Cellules en béton coupe-feu REI 120, toiture bac acier avec large ouvertures sous toitures
Conditions de stockage	Quatre cellules par bâtiment d'une capacité unitaire de 1300 m <sup>3</sup> (30mx5mx 8,7m hauteur utile)
<b>Bâtiment ligne broyage bois</b>	
Surface du bâtiment	80x30m soit 2400 m <sup>2</sup>
Caractéristiques du bâtiment	Auvent avec cellules en béton ouverte, charpente et toiture bardage métallique simple peau
Conditions de stockage	Une cellule pour le bois entrant et une cellule pour le bois pré-broyé

#### Article 6.2.3 – Accessibilité des services de secours

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du site et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie des installations. Cette voie respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;
- la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- la pente inférieure à 15 % ;
- le rayon intérieur de giration est au minimum de 30 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- la voie fait l'objet d'un marquage au sol afin de garantir sa circulation en tout temps.

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie

engin. Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.

Pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures à chaque étage.

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

#### Article 6.2.4 – Moyens de lutte contre l'incendie

Le site est équipé :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'une surveillance par gardiennage ou télésurveillance en permanence ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec – une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 6.1.1 ;
- un plan de masse plastifié (format A0) de l'ensemble du site et résistant aux intempéries, utilisable par les services d'incendie et de secours, installé à l'entrée de l'établissement. Ce plan présente notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits potentiellement présents.

Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

##### pour la défense interne des bâtiments et des aires extérieures contre l'incendie :

- des extincteurs et RIA en nombre suffisant, judicieusement répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les règles d'installation sont conformes à la règle APSAD R4 et R5 ;
- des moyens de détection (tels que caméras thermographiques en vue de détecter tout échauffement au niveau des stocks de déchets) avec report d'alarme sonore et visuelle in situ ou hors heures ouvrées sur une astreinte et/ou un gardiennage ;

##### pour la défense extérieure des installations contre l'incendie :

- une réserve d'eau incendie conforme au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Doubs d'un volume disponible en permanence de 240 m<sup>3</sup> avec raccords normalisés et aire d'aspiration, accessible aux services d'intervention et de secours, positionnée à moins de 100 mètres du bâtiment en extension et hors des flux thermiques ;
- un bassin situé au sud du centre de tri d'un volume d'eau disponible en tout temps de 240 m<sup>3</sup>, équipé d'un dispositif fixe avec une aire d'aspiration ;
- un bassin côté ouest au niveau de la centrale à béton d'un volume d'eau disponible en tout temps de 480 m<sup>3</sup>, équipé d'un dispositif fixe avec deux aires d'aspiration.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau, des volumes ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage des eaux d'extinction (cf. chapitre 6.3).

### **Chapitre 6.3 - Dispositifs de rétention et confinement**

#### **Article 6.3.1 – Rétentions**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

#### **Article 6.3.2 – Transports – chargement - déchargement**

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides ou liquéfiés, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

#### Article 6.3.3 – Confinement

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets est revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les voiries et les zones extérieures imperméabilisées sont équipées de grilles et d'avaloirs de collecte des eaux pluviales. Tout épandage de liquide sur la surface du site est collecté par ce réseau puis conduit gravitairement vers le bassin de collecte des eaux de ruissellement du site.

En cas d'utilisation de pompe(s) de relevage, le dispositif est fonctionnel en tout temps dont en cas de perte d'utilité électrique. L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le bassin n°3 dédié à la partie Est du centre de tri a une capacité de rétention de 723 m<sup>3</sup> minimale disponible en tout temps.

Au niveau de la partie Ouest, la rétention est réalisée au niveau de la plateforme entourée de bordures/murets périphériques. L'exploitant tient à disposition de l'inspection les justificatifs (plans, relevés topographiques...) permettant de justifier un volume de rétention disponible en tout temps de 603 m<sup>3</sup> minimum.

Le(s) bassin(s) de confinement est(sont) inspecté(s) et vidé(s) afin d'être opérationnel en permanence. Ce(s) bassin(s) et la plateforme en partie Ouest faisant office de rétention est(sont) équipé(s) d'une vanne de fermeture manuelle et/ou automatique qui empêche le rejet des eaux vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement. Cette vanne est

manœuvrable en toutes circonstances. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur cet équipement.

## **Chapitre 6.4 - Formation du personnel et plan de secours**

### **Article 6.4.1 – Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants du site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur :

- les risques inhérents aux installations ;
- la conduite à tenir en cas d'accident ;
- la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Le site compte une équipe d'intervention apte à mettre en œuvre et à utiliser les matériels de lutte contre l'incendie dont dispose l'établissement. Elle est entraînée à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les ans.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer le maintien de la formation.

### **Article 6.4.2 – Plan d'intervention**

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il est actualisé au moins une fois par an et en tout état de cause après chaque incident ou sinistre.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accès au site et de circulation ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;



- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. La date et le compte-rendu d'exercice sont consignés sur un registre et tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

Les alarmes suivantes sont retransmises dans l'installation voisine de cogénération exploité par la société GRANDE-COMBE :



- la détection incendie du stockage de déchets BTP/DAE entrants en vrac.  
Le plan d'intervention comprend les modalités d'alerte des interlocuteurs de l'installation de cogénération voisine.

## **TITRE VII - Conditions particulières applicables à certaines installations**

### **Chapitre 7.1 – Contrôle de la radioactivité**

#### **Article 71.1 – Dispositions générales**

Tout chargement entrant dans le site fait l'objet d'un contrôle de sa radioactivité à l'aide d'un appareil adapté au mode de transport du livreur. Cet appareil déclenche une alarme au poste de réception correspondant.

Une consigne établie par l'exploitant et affichée aux postes de réception définit la conduite à tenir lors du déclenchement d'une alarme par le détecteur. Cette consigne est portée à la connaissance des personnes du poste de réception et à celle de tous les agents susceptibles d'intervenir. Ses termes font l'objet d'une formation initiale, de rappels et d'exercices périodiques enregistrés.

La consigne pour la rédaction de laquelle l'exploitant pourra s'appuyer sur les dispositions de la circulaire susvisée du 30 juillet 2003, définit au moins:

- les modalités de confirmation de l'alarme ;
- la conduite à tenir lorsque l'alarme est due au chauffeur ou au véhicule ;
- les modalités d'isolement du véhicule sur le site;
- les modalités de recherche et d'extraction de l'objet radioactif ;
- les périmètres de sécurité à mettre en place ;
- les modalités d'entreposage de l'objet sur le site d'ici à son enlèvement.

Elle liste les personnes à prévenir avec leurs coordonnées : personne compétente en radio protection, intervenant extérieur qualifié, administrations et organismes compétents y compris pour l'élimination du déchet.

#### **Article 71.2 – Équipements**

Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité dont le seuil d'alarme est fixé par l'exploitant pour assurer l'interdiction d'accès au site à tout chargement contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection. Ce portique est installé en amont des ponts-bascules.

L'exploitant dispose également sur le site d'une aire d'isolement spécifique étanche à l'écart des tiers et du personnel. Elle est disponible et accessible en permanence. Le chargement est abrité des intempéries.

#### Article 71.3 – Consignes à tenir

En cas de déclenchement du portique, l'exploitant prévient systématiquement l'inspection de l'environnement (installations classées), et se conforme au « Guide sur la méthodologie à suivre en cas de déclenchement » annexé à la circulaire du 25 juillet 2006 relative à l'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée ou concentrée dans les centres de stockage de déchets.

Si l'appareil de contrôle du chargement affiche une mesure égale ou supérieure à 50 fois son bruit de fond, le véhicule doit être immédiatement isolé, et l'affaire traitée sans délai. Il en sera de même pour l'information de l'Inspection des installations classées, de l'ASN.

Si l'appareil de contrôle du chargement enregistre une valeur ne dépassant pas 50 fois son bruit de fond, le degré d'urgence et à apprécier en se basant sur une mesure du débit de dose effectuée avec un radiamètre portable, au contact de la benne transportant les déchets. Trois situations sont à retenir :

- Jusqu'à 100 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation peut être traitée sans urgence. L'information de l'inspection des installations classées peut se faire après intervention d'une société spécialisée ;
- Entre 100 et 1000 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation doit être traitée rapidement. Il doit en être de même pour l'information de l'inspection des installations classées et de l'ASN ;
- Au-dessus de 1000 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation doit être traitée sans délai, avec un isolement immédiat du véhicule. L'inspection des installations classées et l'ASN doivent être averties immédiatement.

### Chapitre 7.2 – Broyage

#### Article 7.2.1 – Dispositions générales

Le tri des déchets en PVC est effectué au maximum en amont de la ligne de tri/broyage.

Le broyage de matériaux en PVC (hors erreurs de tri telles que petits éléments et pièces composites) et d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des éléments toxiques pour l'homme ou dangereux pour l'environnement (en particulier mercure, cadmium, dérivés organiques fluorés, huiles au PCB...) est interdit.

#### Article 7.2.2 – Prévention de l'incendie

L'exploitant met en œuvre une surveillance des stocks de matières combustibles en sortie de broyeur de manière à pouvoir détecter précocement les conditions potentiellement génératrices d'un incendie.

Chaque broyeur affineur est équipé d'une détection thermique raccordé au système d'alarme du site. L'arrêt de l'équipement est asservi au détecteur. Le système de détection fait l'objet

d'une vérification périodique et au moins à fréquence annuelle. Cette vérification est consignée dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Chapitre 7.3 – Déchets entrants et aménagements**

#### **Article 7.3.1 – Capacité de l'installation et quantités maximales des déchets admis**

La capacité annuelle maximale de l'installation est de 50 000 tonnes de bois B et 60 000 tonnes pour les déchets industriels/BTP soit 110 000 tonnes au total.

#### **Article 7.3.2 – Origine géographique des déchets admis**

Les déchets entrants proviennent des départements du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône, du Territoire de Belfort et occasionnellement des départements limitrophes hors Suisse, sans dépasser un rayon d'approvisionnement de 150 km autour du site (sauf cas exceptionnel pour optimisation de contre-voyage).

Les origines et quantités de déchets entrants doivent de plus être compatibles avec les dispositions des plans de prévention et de gestion des déchets des régions et des départements concernés.

#### **Article 7.3.3 – Types de déchets admis et non admissibles**

- Déchets admis

Les déchets admis sur le site sont :

- les déchets inertes, gravats de démolition, terres ;
- les papiers, cartons ;
- les métaux ferreux et non ferreux ;
- le verre ;
- le plâtre ;
- le bois de classe A (bois non traité) et de classe B (faiblement traités, peints ou vernis) ;
- les plastiques (autres que le PVC) de type polyéthylène, PEHD, caoutchouc, mousse de polyuréthane, polystyrène... ;
- le PVC ;
- les déchets divers non valorisables et/ou mélangés de classe 2 (câbles, mobilier urbain, laine de verre, laine de roche, textiles...) ;
- les déchets dangereux tels que les solvants, peintures, bois traités, ...

Les fraissats routiers sont également admis et forment un flux de déchets distinct de tous les autres.

- Déchets non admissibles

Si des déchets amiantés de type amiante-ciment se présentent sur l'aire couverte malgré toutes les précautions prises en amont (contrôle visuel notamment), ils sont conditionnés, mis de côté et rapidement acheminés vers une installation dûment autorisée à les prendre en charge.

Sont interdits sur le site les déchets tels que les combustibles, les extincteurs, les médicaments et leurs emballages, les bouteilles de gaz, les déchets alimentaires, les thermomètres mercure, les déchets d'activités de soins à risques d'infectieux et assimilés, les déchets radioactifs, les déchets contenant des PCB et/ou PCT dans une teneur supérieure ou égale à 50 mg/kg, les composés organochlorés, les déchets d'abattage, les cadavres d'animaux, les ordures ménagères brutes et plus généralement tous déchets non identifiés ou qui de par leur nature ou caractéristiques, se révéleraient incompatibles avec les conditions de stockage et/ou les produits autorisés.

Si les déchets cités au précédent alinéa sont retrouvés ponctuellement dans un déchargement, ces déchets sont orientés vers la filière de traitement adaptée en tenant compte de la hiérarchie des modes de traitement et pouvant maîtriser correctement les risques dont le traitement des déchets est à l'origine.

#### Article 7.3.4 – Contrôle d'admission

A l'arrivée sur le site, toute livraison de déchet fait l'objet :

- d'une vérification des documents d'accompagnement du chargement, dont, le cas échéant, des documents exigés au titre du règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
- d'un contrôle visuel du chargement ;
- d'une pesée du chargement ;
- du contrôle de radioactivité ou de la justification du producteur de l'absence de radioactivité des produits non triés.

En cas de non-conformité avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement est refusé, totalement ou en partie.

#### Article 7.3.5 – Registres d'admission et de refus d'admission

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur ;
- la date et l'heure de la réception ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

#### Article 7.3.6 - Aménagement

Les limites des diverses aires sont matérialisées et contrôlables à tout moment. Un marquage ou équivalent est mis en place pour contrôler à tout moment les hauteurs maximales des stockages prescrit à l'article 6.2.2 du présent arrêté. L'exploitant tient à la disposition un état des stocks permettant de s'assurer du respect des quantités présentes à tout moment.

L'espace libre entre les bâtiments, cellules de stockages et les limites de propriété du site est laissé libre de toute matière combustible ou inflammable.

### Chapitre 7.4 – Production du combustible (CSR) et autres traitements

#### Article 7.4.1 – Production du CSR

L'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 susvisé s'appliquent à l'installation de production de CSR visé à l'article R.541-8-1 du code de l'environnement.

#### Article 7.4.2 - Performances

Après avoir été triés, les déchets sont stockés puis orientés, suivant leur nature, vers des sites adaptés ou des filières de récupération agréées et autorisées, notamment :

- les fraisats routiers (issus du flux « indésirables avant broyage ») sont réintégrés dans la formule des enrobés routiers de la centrale d'enrobés BBCI (pôle minéral) ;
- les déchets de bois non traités (déchets de bois A ou B), les papiers, cartons, les mousses et les plastiques autres que PVC (issus essentiellement du flux « déchets pour CSR ») sont valorisés énergétiquement sur le site voisin et/ou dans des cimenteries ou d'autres centres de cogénération ;
- le bois de classe A fait l'objet d'une valorisation matière ;
- le bois de classe B fait l'objet d'une valorisation matière ou énergétique ;
- les inertes/ gravats de démolition/ terres (issus des flux « extrait amont broyage », « lourds sortie surtri manuel » et « fines sortie trommel ») peuvent, sous conditions (cf. ci-après), être dirigés vers la carrière de BBCI (pôle minéral) pour participer à son réaménagement ;
- les métaux ferreux et non ferreux, les câbles électriques (issus des flux « ferrailles grossières » et « aluminium / ferrailles ») sont récupérés sélectivement pour recyclage par des entreprises spécialisées et dûment autorisées ;
- le plâtre (issu principalement des flux « extrait amont broyage » et « non inertes sortie sur-tri manuel ») est envoyé en valorisation matière ;

- le verre est soit récupéré sélectivement pour recyclage, soit dirigé vers la carrière de BBCI (pôle minéral) pour participer à son réaménagement ;
- les déchets divers non valorisables et/ ou mélangés non dangereux (issus principalement des flux « refus du tri optique des légers », « fines résiduelles sortie de crible », « fines sortie trommel » et « lourds sortie sur-tri manuel » en cas de non-atteinte du critère de taux d'impuretés ci-après) partent en ISDND ou à l'incinération ; l'exploitant peut évaluer leur potentielle utilisation dans le cadre de la production de CSR ;
- les déchets dangereux (le cas échéant) sont retirés en amont du broyage et dirigés vers des filières autorisées selon les résultats des procédures d'acceptation préalables.

Les déchets parmi ceux listés ci-avant dans le descriptif des étapes de tri, potentiellement éligibles à une participation au réaménagement de la carrière exploitée par BBCI sur la commune des Monts-Ronds, sont :

- les déchets inertes présents dans le flux « *extrait amont broyage* » ;
- flux « *lourds sortie sur-tri manuel* » ;
- flux « *fines sortie trommel* ».

Concernant les flux « lourds sortie sur-tri manuel » et « fines sortie trommel », les réserves suivantes sont à respecter pour que les déchets puissent participer au remblaiement de la carrière :

- le taux de matériaux non inertes qu'ils contiennent est inférieur à 3 % en masse, en moyenne annuelle (taux mesuré respectivement en sortie de la table de tri et en sortie du trommel, et avant tout mélange) ;
- les matériaux sont conformes à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Tout flux pour lequel le taux d'impureté ponctuel maximum de 8 % est dépassé doit être, soit retiré jusqu'à atteindre l'objectif recherché, soit dirigé vers une installation autorisée à prendre en charge des déchets non dangereux non inertes.

L'exploitant met en œuvre un dispositif de contrôle, avec traçabilité permettant de vérifier que :

- le tri réalisé est efficace et permet de ne pas dépasser le seuil de 3 % en masse en moyenne annuelle et 8 % en masse en valeur ponctuelle de matériaux non inertes sur chaque flux ;



- les matériaux triés figurent exclusivement dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 susmentionné.

Les modalités d'évaluation de la fraction de non inertes dans les flux susvisés « *lourds sortie sur tri manuel* » et « *fines sortie trommel* », sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

Le suivi du taux d'impureté est réalisé toutes les semaines. L'exploitant pourra solliciter un aménagement des fréquences d'analyse, sur la base d'un retour d'expérience suffisamment consolidé et favorable.

L'exploitant conserve et tient à disposition de l'inspection de l'environnement les enregistrements correspondants pour une durée minimale de 10 ans.

## **TITRE VIII - Exécution**

### **Article 8.1 – Notification et publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société BBCI dont le siège social est situé 14 rue de l'Industrie - BP 28 - 25660 SAÔNE.

### **Article 8.2 – Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon (30 Rue Charles Nodier, 25000 Besançon) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.



Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 8.3 - Exécution

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté, la société BBCI sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de la commune des Monts-Ronds.

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Nathalie VALLEIX

## Annexe I : plan de masse des installations

